

Les Etats Généraux de la Bioéthique: dialogue et Vérité



Article rédigé par *Mgr Alliet*, le 07 février 2018

source[diocèse 64]Le 18 janvier dernier, les Etats généraux de la bioéthique ont donc été lancés, invitant les citoyens à participer à un grand débat public organisé par le Comité Consultatif National d’Ethique (CCNE), en vue de la révision des lois de bioéthique.

Cette révision est présentée régulièrement comme exigée par l’évolution des mentalités, même si pour la fin de vie, l’un des sujets-phare de ces Etats généraux, la dernière loi date de 2016 ! Est-il si urgent de légiférer à nouveau, sauf à céder à la pression des lobbies pro-euthanasie, redoutablement efficaces ? La Révolution est attendue du côté de la Procréation médicalement assistée (PMA) pour toutes les femmes, c’est-à-dire désormais pour les couples de lesbiennes et les femmes célibataires, là où elle était jusque-là réservée aux couples composés d’un homme et d’une femme, et pour remédier à la blessure de l’infertilité (Loi de 1993). Il s’agit encore d’élargir la possibilité de tri ou d’élimination des embryons porteurs de handicap, au nom d’une dérive explicitement eugéniste.

Sans doute l’Eglise doit-elle s’engager dans le débat au nom du dialogue et y faire entendre sa voix sur des questions dont les enjeux sont largement ignorés de nos concitoyens, à la faveur de campagnes médiatiques bien orchestrées et qui savent si bien surfer sur l’émotion. Mais si le dialogue est nécessaire, on ne saurait mettre la Vérité entre parenthèses. Et nous ne pourrions jamais taire la Vérité sur la dignité de la vie humaine depuis sa conception jusqu’à sa mort naturelle. Ainsi, c’est en vertu du caractère sacré et inviolable de toute vie humaine, à tous les stades de son développement, que la PMA n’est jamais licite et ce, indépendamment de l’orientation sexuelle, précisément parce qu’elle sépare l’union et la procréation, peut brouiller la filiation quand le donneur est extérieur et suppose le plus souvent la congélation ou la destruction d’embryons surnuméraires. Sans doute le dialogue est le premier moyen de faire entendre la Vérité avec toute la pédagogie qui convient. Il reste que nous ne devons pas nous faire d’illusion sur son efficacité et sous-estimer la part de combat dans lequel nous sommes engagés sur ces enjeux éthiques. Les Etats généraux de la bioéthique de 2011 ont certes permis à l’Eglise catholique de dialoguer de manière remarquable, à tel point que le site dédié de la Conférence des évêques de France a été largement plus visité que celui du gouvernement. Mais pour quel résultat ?

C’est que nous assistons, impuissants depuis des années, à l’avancée programmée d’un véritable « rouleau compresseur législatif », à travers une succession de lois à effet cliquet. Pour cette nouvelle révision et comme à chaque fois, l’orientation est donnée au préalable : le Président de la République s’est dit ouvert à la PMA pour toutes ; le CCNE lui-même a rendu un avis favorable ; il n’est pas jusqu’aux sondages, dont les questions sont orientées de manière douteuse, pour nous dissuader de marcher à contre-courant. Sans compter la diabolisation récurrente de ceux que l’on considère comme les adversaires du progrès. Comme le soulignait le Pape François : « Fréquemment, pour ridiculiser allègrement la défense que l’Eglise fait des enfants à naître, on fait en sorte de présenter sa position comme quelque chose d’idéologique, d’obscurantiste et de conservateur » (La joie de l’Evangile n. 213) ; et d’ajouter : « Précisément parce qu’il s’agit d’une question qui regarde la cohérence interne de notre message sur la valeur de la personne humaine, on ne doit pas s’attendre à ce que l’Eglise change de position sur cette question. Je veux être tout à fait honnête à cet égard. Cette question n’est pas sujette à de prétendues réformes ou à des “modernisations” » (Ibid. n. 214). Pour obtenir des avancées, tout en rassurant l’opinion, on prétend même éviter le pire : dans un premier temps, on a dit oui au PACS, mais non au mariage entre personnes de même sexe ; puis on a dit oui au mariage entre personnes de même sexe, mais non à la PMA ; puis encore on a dit oui à la PMA pour toutes, mais non à la GPA ... et on imagine aisément la suite. Il s’agit bien d’une stratégie de combat sur le moyen et le long terme, et non d’une invitation au dialogue irénique !

Comme nous y invitait naguère le Pape saint Jean Paul II, nous devons instaurer « un dialogue ouvert, respectueux et cordial, accompagné toutefois d'un discernement attentif et d'un témoignage courageux rendu à la Vérité » (A l'aube du 3e millénaire n. 36). Nous ne pourrions donc pas faire l'économie de ce témoignage courageux qui en appelle à la conscience des gens, laquelle pourrait bien avoir besoin d'être éclairée voire réveillée. Et c'est la mission prophétique de l'Eglise, qui se situe toujours du côté de la conscience. Comme le disait le Cardinal Jean-Pierre Ricard : « L'évangélisation n'est pas qu'une joyeuse campagne de communication. C'est un temps d'épreuve, un combat spirituel où il faut s'attendre à prendre des coups » (Visite ad limina septembre 2012). Pour autant, ce n'est pas notre combat mais le combat de Dieu ! Sachons donc le remettre entre ses mains par notre propre conversion et par la prière.

—